

# Keynésianisme et sortie de crise

12 économistes  
dirigés par Michel ZERBATO

M. AGLIETTA • M. CABANNES • J. DENIZET •  
D. GARCIA • C. GOUX • M. HAUTIN •  
J. LEONARD • A. LIPIETZ • A. PLANCHE •  
F. POULON • N. POULON-LAFAYE • B. SCHMITT

Dunod Paris 1987

## 5. Régulation monopoliste et politique keynésienne face à la double crise du fordisme <sup>1</sup>

*« Si les nations pouvaient apprendre à maintenir leur plein emploi au moyen de leur seule politique intérieure, il ne devrait pas y avoir de force économique importante propre à dresser les intérêts des divers pays les uns contre les autres ».*

Keynes. *Théorie générale*, p. 375.

Comprendre le succès puis les difficultés croissantes des politiques keynésiennes, c'est comprendre dans quelle conjoncture, quel « état » du mode de production capitaliste, elles ont pu connaître leur heure de gloire, puis quelles évolutions ont compromis l'efficacité de ces recettes. Ce n'est nullement ramener Keynes à un pragmatiste dont les idées ont, un bref mais prestigieux moment, collé à la réalité, car Keynes reste un très grand penseur du capitalisme,

1. Ce chapitre a été rédigé par Alain Lipietz.

même si les indications pragmatiques déduites de son oeuvre ont perdu de leur acuité.

Partant des travaux de la dite « école de la régulation » [1; 5; 12], nous allons montrer, sur une autre base théorique que celle de Keynes, la base marxiste, comment se pose en général le problème de la régulation du mode de production capitaliste, et nous interpréterons ainsi le « keynésianisme pratique » comme représentation d'une forme particulière, la régulation monopoliste sur base nationale. Dans une seconde partie, nous montrerons le sous-bassement historique du succès de cette régulation (donc du keynésianisme) : le régime d'accumulation fordiste. Une troisième partie examinera l'épuisement conjoint du fordisme et du keynésianisme. Et nous concluons en situant la contribution d'un « programme keynésien » à la sortie de la crise.

### I – Marx et Keynes : des intuitions communes

On peut résumer la conception marxienne de la structure du mode de production capitaliste à une combinaison de deux rapports fondamentaux (à réguler) : le rapport marchand et le rapport salarial.

#### Le rapport marchand

Il est constitutif d'une société où la production pour la société est effectuée par des unités économiques privées, c'est-à-dire opérant indépendamment les unes des autres. La contradiction est résolue par l'échange, qui présente un double aspect : une marchandise échangée voit ainsi *validé* socialement le travail engagé dans sa production ; le propriétaire de l'unité qui l'a produite acquiert un *droit* sur une part équivalente du travail social. Cette reconnaissance-droit est une institution sociale : la monnaie ; et la nécessité, pour faire valoir ses droits, d'arracher la reconnaissance de la validité sociale de sa propre production par un échange contre monnaie, constitue la *contrainte monétaire*.

Mais d'autres rapports sociaux entrent en jeu : en réclamant sa part du travail social, chaque producteur marchand fait valoir non seulement les droits que lui confère sa propre participation mais également d'autres droits résultant de ces autres rapports sociaux (propriété de la terre, du capital, etc.). L'ensemble des normes rou-

tinières admises par le producteur marchand le conduit à calculer — à travers les « *connexions de surface* » [13] entre ses coûts, ses dépenses en travail et la valorisation subjective de ses droits — la fixation d'un prix d'offre. La réalisation ou non-réalisation effective de son produit à ce prix, et donc le droit qui lui est ouvert sur le produit du reste du travail social, est la *forme générale de régulation correspondant à la production marchande*, appelée loi de la valeur.

Faisons un premier point. On aura reconnu dans ces tout premiers concepts de Marx (pas toujours pris en compte, d'ailleurs, par les marxistes) plusieurs des intuitions fondamentales de Keynes. D'abord, le refus de la « loi de Say » : l'offre ne crée pas sa propre demande, la « validation » de l'offre est *toujours* un problème. Ensuite, les marchandises ne découvrent pas leur prix sur le marché : le prix d'offre préexiste à la vente et, dans certaines formes de marché, le prix qui s'impose est le prix nominal pré-calculé. Comme chez les post-keynésiens, les prix marxistes sont des « *prix fixes* » (en fait : plus ou moins) et, potentiellement, des prix de déséquilibre [13].

Quant à l'institution servant de monnaie, des lectures récentes de Marx [7] ont montré qu'elle n'était pas nécessairement une quantité de marchandise incorporant de la valeur. La « *monnaie de crédit* » représentant de la « *valeur en procès* » (c'est-à-dire une production en cours et cherchant à faire reconnaître sa validité sociale), est même la forme de monnaie adéquate au capitalisme développé [11].

Le banquier qui ouvre un crédit sur ses comptes à un entrepreneur anticipe localement la validité des engagements de travail de celui-ci dans une production particulière (il l'*antévalide*). Il suffit qu'il y ait une confiance générale quant aux capacités d'anticipation des banquiers en ce qui concerne la cohérence des engagements de leurs débiteurs pour que les titres de crédit circulent comme monnaie. On a affaire alors à un « système fractionné ». Mais, en fait, l'hasardeuse stabilisation d'une confluence des confiances doit bien vite faire place à la sélection des billets « dignes de confiance » par la banque souveraine : la Banque centrale. Celle-ci déclare « représenter de la valeur » les seuls titres qu'elle émet, gagés qu'ils sont sur des flux de valeur dont elle pose la validité sociale (elle les *pseudo-valide*) et impose l'acceptation de ces titres comme « vraie monnaie » : ils ont *cours forcé*. On a alors un système centralisé.

En réalité, le système monétaire est une combinaison incroyablement variable de monnaie-marchandise et de monnaie de crédit, de

système fractionné et de système centralisé : c'est un système *hiérarchisé*. Cette hiérarchie est la condition d'opération de la loi de la valeur [2 ; 13]. Si la différenciation monétaire se réduisait à l'opposition d'un maigre stock de monnaie métallique à un flux de marchandises, la circulation serait sous-liquide et dangereusement déflationniste, la réalisation des marchandises étant subordonnée à la remise en circulation des trésors privés. Si, au contraire, la Banque centrale pseudo-valide n'importe quoi, la hiérarchie s'abolit, et tout producteur obtient la contrepartie monétaire d'une production même invendable : mais alors la monnaie perd rapidement toute crédibilité comme représentation d'un travail socialement validable.

Ces intuitions, mal dégagées chez Marx, seront magistralement élaborées chez Keynes et les théoriciens de la « monnaie endogène ». Mais il faudra pour cela que les monnaies de crédit à cours forcé prennent historiquement le pas sur les monnaies à base métallique.

### Le rapport salarial

C'est la séparation-réunion des producteurs et des moyens de production. Il convient de distinguer deux dimensions de ce rapport [13] : l'accès aux unités économiques et à leur produit, et l'organisation du travail dans ces unités.

La première séparation se résout dans le *contrat salarial* passé entre le propriétaire des moyens de production et le travailleur libre. Son cadre général est une institution susceptible de fortes évolutions, et sa pratique routinière exige la fixation conventionnelle entre le « capitaliste » et le « salarié » du prix et de la durée de la journée de travail. Il représente un double échange :

(i) Contre la mise à la disposition du capitaliste de leur capacité de travail, les salariés obtiennent une valeur en monnaie qui leur assure en fait un certain mode de vie, une norme de consommation dont la valeur est inférieure à celle de leur production (la *valeur ajoutée*), la différence étant appelée *plus-value*.

(ii) Contre cet abandon de la plus-value et cette soumission de leur activité (dite *soumission formelle*) au contrôle du capital, celui-ci assume le risque de la validation marchande du produit de leur travail.

Autrement dit, la valeur de la force de travail est inférieure à la valeur produite mais elle, du moins, est validée. Le salaire, contrepartie de la vente de la force de travail, auquel s'ajoutera au fil du

temps le salaire indirect, se présente donc immédiatement comme une demande monétaire adressée à la production marchande de la période. Inversement, la plus-value, répartie de manière compliquée par la concurrence des capitaux, permet aux capitalistes d'accumuler en capital, c'est-à-dire d'accroître la grandeur de la valeur en procès dont ils sont propriétaires, sous forme de nouveaux achats de moyens de production et de nouvelles embauches. Le taux de partage de la valeur ajoutée établit donc une nouvelle contradiction : trop de salaire et pas assez d'accumulation, ou trop de profits et pas assez de demande. C'est le *problème fondamental de la régulation du rapport salarial*.

Renouant avec Marx par dessus un demi siècle de « théorie de l'équilibre », Keynes remettra cette contradiction au centre de la macro-économie. Nous allons y revenir, mais il faut signaler d'abord son peu d'intérêt pour l'autre aspect du rapport salarial : l'organisation du travail, traversée par la contradiction entre la volonté capitaliste de maîtriser au maximum le geste productif (« *soumission réelle* » du travail) et celle d'utiliser le savoir faire ouvrier. En fait, la tendance générale sera d'impulser la croissance de la productivité au prix d'une hausse de la composition organique du capital (c'est-à-dire, en gros, une hausse du coefficient de capital en valeur).

Cette double évolution (longuement analysée par Marx, mais considérée comme une donnée par Keynes) vient compliquer la régulation du capitalisme. La demande de moyens de production (capital fixe et biens intermédiaires) de la part des capitalistes constitue en effet le second foyer (après les dépenses des salariés) de validation sociale des productions engagées de manière autonome. Restent encore les dépenses propres de l'état et les consommations improductives des capitalistes : on aura reconnu les divers éléments de ce que Keynes appelle « *demande effective* ».

Mais les consommations productives (les investissements) ont ceci de particulier qu'elles engagent l'avenir de la production. On parlera d'accumulation *extensive* quand l'accumulation s'opère à travers un simple élargissement des procès de production, à techniques inchangées, et d'accumulation *intensive* quand les normes de production sont constamment bouleversées au fur et à mesure de l'accumulation. Dans tous les cas, l'accumulation est le fait d'une décision autonome du capitaliste qui engage plus de travail social en espérant que celui-ci sera validé. Ce faisant, il contribue effectivement à la validation du produit de la période (en investissant, en embauchant) mais pose le problème de la validation ultérieure à une plus large échelle.

### Comment l'accumulation peut-elle réussir ?

Comment est-il possible que ces myriades de décisions autonomes tissent un produit social cohérent où tous les engagements privés de travail (par le biais des dépenses en capital) s'avèrent validés ? Comme dans tout rapport social, l'expérience acquise de la possibilité d'une solution est en elle-même une des bases de la solution. En fonction de ses acquis (ses revenus antérieurs) et de sa connaissance du marché (expérimentée dans les périodes précédentes), le capitaliste fait le pari qu'il est bon de renouer le rapport salarial, de réengager du capital et de ce fait contribue déjà à la validation du produit de ses collègues et de la force de travail offerte par la classe des salariés. *Les conditions héritées du passé et l'anticipation d'un futur dans son prolongement sont les conditions du lien social présent.*

Telle est l'intuition nodale, commune à Marx et à Keynes, qui identifie la reproduction du capitalisme comme un équilibre dynamique fragile, forcément où l'incertitude radicale doit être compensée par la routine, par les institutions, voire par les anticipations favorables des capitalistes (les « esprits animaux », dit Keynes).

Normalement, la continuité de l'accumulation jette les bases d'un *moule social* que nous appellerons *régime d'accumulation*. Le régime d'accumulation est un mode de répartition et de réaffectation systématique du produit social réalisant sur une période prolongée une certaine adéquation entre la transformation des conditions de la production (volume de capital engagé, distribution entre les branches, et normes de production) et les transformations dans les conditions de la consommation finale (normes de consommation des salariés et des autres classes sociales, dépenses collectives, etc.). Parallèlement, nous appellerons *mode de régulation* l'ensemble des formes institutionnelles, des réseaux, des normes explicites ou implicites assurant la compatibilité des comportements et des anticipations dans le cadre d'un régime d'accumulation, conformément à l'état des rapports sociaux et par delà leurs caractères conflictuels.

Il s'est avéré d'une grande utilité heuristique de polariser deux modes de régulation, *concurrentielle* et *monopoliste*, caractérisés par des formes institutionnelles contrastées selon que l'aléatoire validation sociale des marchandises et des forces de travail offertes était simplement constatée *ex post* ou que la haute probabilité de sa réalisation était intégrée *ex ante* dans le comportement des

agents. Dans le premier cas, les valeurs en procès franchissent une à une les « sauts périlleux » de la métamorphose en monnaie, ou sont éliminées. Dans le second cas, au contraire, les valeurs en procès intègrent à la fois leur propre croissance et la transformation des normes sociales de production et d'échange pour orienter leurs métamorphoses.

Nous allons voir pourquoi et comment se sont imposées, vers le milieu du XX<sup>e</sup> siècle, des variantes de régulation « monopoliste ». Mais, d'ores et déjà, on aura compris le rôle clé (quoique non décisif en lui-même) que la théorie keynésienne a pu jouer dans leur mise en place. Dans la « pseudo-validation » on avait déjà reconnu, en effet, l'importance accordée par Keynes à la création de pure monnaie de crédit (fondée sur le pari du bouclage d'un circuit *futur*) quant à la possibilité *actuelle* du bouclage des circuits engagés *dans le passé*. Et dans le statut du salaire, masse de revenus prévalidés, on aura reconnu le rôle qu'il lui confère quant à la formation de la demande effective. En quelque sorte, la théorie marxiste de la régulation peut offrir à la théorie keynésienne un sous-bassement matériel (du côté de la production) tout en résolvant quelques difficultés d'une pure théorie du circuit (l'origine du profit dans la plus-value). Mais une théorie n'est rien sans forces économiques et sociales pour l'imposer. Revenons donc à l'Histoire.

## II – Du taylorisme au keynésianisme

Les études concrètes à l'appui desquelles se sont formés les concepts de « l'école de la régulation » ont porté d'abord sur les États-Unis et la France.

### Une fresque très schématisée

Nous nous appuierons ici, par exemple, sur le cas français. Le capitalisme semble s'y consolider définitivement à la suite de la dernière « crise d'Ancien Régime » (c'est-à-dire à origine agricole) de 1845-1848. Jusqu'en 1914 prédomine ensuite l'accumulation extensive, avec un élargissement progressif du secteur capitaliste fondé sur la grande industrie. A l'intérieur du secteur capitaliste proprement dit, on n'observe pas de grand changement de la composition organique et de la productivité. Celle-ci croît au rythme de 2 % l'an, la croissance du pouvoir d'achat ouvrier étant de l'ordre

de 1,5 %. La régulation s'opère à travers le classique « cycle des affaires ». Prix et pouvoir d'achat croissent dans les booms ; le krach s'accompagne d'une baisse générale des prix et des salaires qui n'annule pas entièrement la hausse du pouvoir d'achat ouvrier. Les formes institutionnelles de cette *régulation concurrentielle* sont, pour schématiser : un ajustement du salaire sur le coût de la vie par une vente au jour le jour de la force de travail selon l'état des tensions sur le marché du travail ; des entreprises qui restent principalement engagées dans une seule branche et ajustent leurs prix en fonction de la demande ; une monnaie fondée en dernier ressort sur la marchandise-or, avec un empilement de crédits soumis à des vagues spéculatives ; un État « extérieur » au mouvement économique, n'intervenant que pour faire respecter la législation de la propriété capitaliste.

À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, l'accumulation extensive se heurte à des limites : d'une part, quant à ses débouchés (recherchés dans un commerce extérieur « protégé » par les rapports impérialistes) ; d'autre part, quant à sa productivité. C'est la stagnation des années 1890, grande crise de l'accumulation extensive. En France, comme aux États-Unis, quoique plus tardivement, un mouvement extrêmement complexe se dessine alors chez les ingénieurs et les entrepreneurs pour retrouver des gains de productivité par un approfondissement du rapport de soumission réelle capitaliste, une expropriation du savoir-faire de l'ouvrier professionnel par les méthodes de « l'Organisation scientifique du travail ». Ce mouvement triomphera à la faveur de la guerre de 1914-1918 : c'est le « taylorisme », qui se développe rapidement lui-même en « fordisme », c'est-à-dire, pour ce qui concerne le seul procès de travail, une incorporation du savoir-faire ainsi exproprié dans le système automatique des machines.

Dans les années 1920, le développement du taylorisme et des embryons de fordisme provoque une grande vague d'accumulation intensive. La productivité croît au taux de 6 % l'an. Mais le pouvoir d'achat continue sur sa médiocre lancée. Ce ciseau, hautement favorable au taux de profit, via la hausse du taux de plus value que ne compense nullement la faible croissance de la composition du capital, provoque une crise de surproduction elle-même sans précédent : la crise des années 1930.

Cette analyse de la crise des années trente, en France, ne fait pas l'unanimité au sein de « l'école de la régulation ». Certains mettent davantage l'accent sur la poursuite autonome d'une accumulation dans la production des biens d'équipement (comparer [4] et [6]).

Le résultat est le même : le mode de régulation en vigueur s'avère incapable d'induire un régime d'accumulation stable sur moyenne période. Il s'agit là plus que du « point bas » d'un cycle. L'accumulation intensive ne peut plus se satisfaire de la régulation concurrentielle. On peut donc caractériser cette grande crise des années trente à la fois comme la première crise de l'accumulation intensive et comme la dernière crise de la régulation concurrentielle. Les appels d'un Henry Ford I, d'un J.M. Keynes à compenser la hausse de la productivité par un accroissement du pouvoir d'achat des salariés, se heurtent aux objectifs à courte vue de rétablissement du taux de profit *ex ante* par une baisse de la masse salariale, objectifs qu'impose aux capitalistes individuels le mode de régulation en vigueur (étalon-or, négociation individuelle du salaire, etc.).

Après la Reconstruction de 1945-1953 (par nature à dominante extensive), la France va connaître une nouvelle poussée intensive qui va cette fois durer vingt ans (1954-1974), pendant lesquels la productivité va tripler, comme d'ailleurs le capital fixe par tête. Mais, cette fois, la hausse du pouvoir d'achat des salariés (productifs et improductifs) accompagnera presque exactement la hausse de la productivité. La France rejoindra les autres pays de l'OCDE dans un régime d'accumulation qui mérite cette fois le nom de *fordisme* : pas seulement du côté du processus productif, mais aussi du côté des normes de consommation. Chaque pays en connaîtra des variantes assez contrastées mais que l'on peut styliser comme suit.

#### Un régime « idéal » d'accumulation intensive sous régulation monopoliste

Dans ce modèle « d'Age d'or » [10] :

(i) Le taux de croissance de la composition technique (c'est-à-dire, approximativement, du capital fixe par tête) et de la productivité de la section 1 (production des moyens de production) sont les mêmes. Le coefficient de capital reste donc stable en valeur.

(ii) Le taux de croissance de la consommation des salariés et de la productivité dans la section 2 (biens de consommation) sont les mêmes. Le partage de la valeur ajoutée reste stable, et est inhibée, du même coup, la tendance à la crise de sous-consommation.

Ces deux conditions (d'où résulte une stabilité du taux de profit) furent approximativement respectées, en France, de la Reconstruction à la Crise. Or rien n'assurait a priori qu'il en fût ainsi.

La seconde condition fut assurée, plus ou moins explicitement, par une politique de régulation du rapport salarial. Cette régulation

partielle s'insérait dans un ensemble de formes institutionnelles qui constituent une variante de la régulation monopoliste :

(i) Un rapport salarial caractérisé par la contractualisation à moyen terme des salaires directs, l'extension du salaire indirect à travers des paiements de transferts, et des procédures légales d'indexation des hausses du salaire nominal sur celles des prix et même, plus ou moins explicitement, sur celle de la productivité.

(ii) Une décentralisation du capital en groupes industriels et financiers capables d'administrer leur prix d'offre par une procédure de fixation du taux de marge de plus en plus rigide par rapport aux fluctuations conjoncturelles.

(iii) L'extension de la monnaie de crédit émise par le système bancaire en fonction des quantités de monnaies requises par les lois d'évolution du système des salaires et des prix nominaux (« connexions externes ») évoquées ci-dessus.

(iv) Un renforcement considérable du rôle de l'État, non pas tant (contrairement aux pronostics de Keynes ou, du moins, à ses lectures courantes) à travers les dépenses gouvernementales directes ni, d'ailleurs (comme on l'a trop souligné à partir de l'expérience française), à travers les nationalisations et la planification indicative, qu'à travers la gestion du rapport salarial et de la monnaie : ce que R. Delorme et C. André [9] ont appelé « l'État inséré ». Même si la « politique keynésienne », comprise comme action sur le volume des transferts sociaux et de la pseudo-validation, traduit bel et bien ce rôle dévolu à l'État en régulation monopoliste.

Toutefois, la première règle du « modèle d'Age d'or » semble, il est vrai, échapper à tout contrôle a priori (elle fut d'ailleurs de moins en moins vérifiée dès les années soixante [10]). Encore fallait-il que la dévalorisation du capital ne dissuadât pas les firmes capitalistes de bouleverser leur propre processus de travail. Les nouvelles lois monopolistes de formation des prix nominaux par imposition d'un taux de marge sur le coût du capital compté nominale-ment comme non dévalorisé sont venues lever cet obstacle. La dévalorisation générale du capital s'est diluée dans une baisse générale de la quantité de valeur représentée par la monnaie, sans que les firmes les plus dynamiques soient pénalisées [13]. En régulation concurrentielle, la baisse de la valeur du capital fixe se répercutait dans la baisse du prix des marchandises, donc dans la baisse du chiffre d'affaire incorporant les amortissements.

Tant que durèrent les conditions de l'Age d'or du fordisme, le taux du profit nominal tel qu'il résulte de la comptabilité d'entreprise évolua parallèlement à la rentabilité économique réelle cal-

culée à partir d'une évaluation statistique des immobilisations, de la durée de vie des équipements, de la productivité du capital fixe, du partage de la valeur ajoutée, des prix relatifs, etc.

Malheureusement pour le capital, les rapports de valeurs n'en commencèrent pas moins à se modifier dans un sens défavorable à la rentabilité. C'est ce que nous allons examiner de plus près.

### III – La crise du fordisme et l'érosion du keynésianisme

Dans le développement de la crise actuelle, il convient de distinguer trois séries de phénomènes et d'enchaînements différents : ceux qui relèvent de la crise générale du fordisme et qui se retrouvent plus ou moins dans tous les pays ayant adopté ce mode de développement, les enchaînements amplificateurs dus à l'interconnexion des différentes formations socio-économiques, et les phénomènes spécifiques à chacune des formations sociales concernées. Nous n'évoquerons évidemment pas ici ces spécificités nationales. La distinction entre les deux premiers types d'enchaînements doit être en revanche bien claire, et ses implications quant à l'avenir du keynésianisme sont évidentes. Si l'on s'en tient aux seconds, la Crise apparaît comme une crise de la seule régulation monopoliste nationale devenue contradictoire avec l'internationalisation de la production : une sortie de la crise par une « relance concertée » (un « superkeynésianisme ») est logiquement envisageable. Si l'on prend en compte les premiers, la Crise touche en outre aux racines du régime d'accumulation intensive fondé sur les principes tayloriens d'organisation du travail et le développement fordien de la consommation de masse. En fait, les différents travaux mettent plus ou moins l'accent sur les uns ou les autres, selon les préoccupations des chercheurs. Nous tâcherons de présenter ici une synthèse [10 ; 14].

#### L'épuisement du régime fordien

Le symptôme le plus clair de la crise du régime d'accumulation est le ralentissement général des gains de productivité, qui intervient vers la fin des années soixante et touche y compris les branches les plus typiquement fordistes, comme l'automobile. Mais comment ce ralentissement engendre-t-il une crise ? Une première voie consiste à souligner la contradiction entre ce ralentissement et

le maintien des tendances à la hausse du pouvoir d'achat. La crise naîtrait d'un « étranglement des profits » dû à la hausse du coût salarial par unité produite. Cependant, les statistiques ne semblent pas confirmer ce diagnostic pour l'ensemble des pays industrialisés, au début des années soixante-dix.

Plus convaincante est la prise en compte de l'autre composante de la profitabilité du capital : ces gains de productivité déclinants ont exigé, dès le milieu des années soixante, une hausse en valeur du capital par tête, ou, en termes marxistes, de la composition organique du capital. Cet aspect productif des choses échappe totalement à la problématique keynésienne. Il est vrai que les procédures de fixation du prix d'offre propres à la régulation monopoliste ont d'abord compensé cette baisse de la rentabilité « instantanée » du capital par une hausse nominale, inflationniste, des profits, mais celle-ci s'est répercutée en hausse de la part des amortissements dans la marge brute d'autofinancement. D'où une tendance à l'endettement croissant des entreprises et une hausse des frais financiers qui, s'ajoutant à la hausse des amortissements et à la hausse du prix relatif des investissements, a débouché sur une crise latente de la capacité d'investir.

En tout cas, la crise actuelle de l'accumulation intensive apparaît comme une *crise de la rentabilité* (une crise « classique » dirait E. Malinvaud [15]), au contraire de celle de 1930 qui était une crise de surproduction. Les formes institutionnelles de la régulation monopoliste inhibent en effet la « spirale dépressive » : le gonflement du salaire indirect enraye la baisse du pouvoir d'achat global (malgré la croissance du nombre des chômeurs) ; la solidité de la monnaie de crédit permet la survie de valeurs en procès (donc d'entreprises) qui auraient été réduites à la faillite dans le cadre d'un système bancaire contraint par une base-or. La crise assumera donc la forme d'une stagnation (et non d'un effondrement de la production) coexistant avec une inflation (et non un effondrement des prix).

Donc : pas une crise de la demande, pas une de ces crises dont peut nous sortir l'enseignement de Keynes même si sa mise en pratique permet d'en enraye le caractère cumulatif. Et pourtant, dans le déroulement concret de cette crise, les aspects « keynésiens » (pour simplifier : le côté de la monnaie et de la demande) vont scander les hauts et les bas. C'est ici qu'il faut prendre en compte d'une part, la réaction des patronats et des gouvernements (les politiques d'austérité) et d'autre part, l'internationalisation. Face à la baisse de leur rentabilité à laquelle s'ajoute, en 1974, la « ponction » de la rente pétrolière, la première tentation est en effet

de réduire la consommation des salariés, ce qui déclenche effectivement les symptômes d'une crise de sous-consommation enrayée dès 1975. Pourtant, l'internationalisation de la production interdit une franche reprise « keynésienne » par la consommation. C'est ce que nous allons examiner.

### L'amplificateur « austérité-internationalisation » induit un surcroît de crise keynésienne

Avec l'internationalisation, le coût salarial par unité produite acquiert une troisième dimension. La régulation monopoliste arbitraire entre son aspect « coût pour l'entrepreneur » et son aspect « déterminant du volume de la demande finale ». L'existence de conventions collectives et d'une législation sociale inhibait, au sein de chaque formation sociale, la concurrence entre les entreprises à coups de bas coûts salariaux. Quant à la concurrence internationale, elle se concentrait à l'intérieur de quelques blocs continentaux : États-Unis-Canada, CEE. Certes, rien n'obligeait les différents pays d'un même bloc continental à accroître de concert le pouvoir d'achat de leurs salariés : il y avait en fait une régulation *implicite* par l'existence d'un commun accord sur le modèle de développement, accord corrigé à la marge par les politiques de refroidissement et les dévaluations. Typique fut le fonctionnement concret de la Communauté européenne.

Cependant la tendance à l'austérité salariale, qui dérivait elle-même de la dégradation de la rentabilité, s'ajoutant à la nécessité de rétablir la balance commerciale ponctionnée par la rente pétrolière, brise ce consensus implicite. Le coût salarial par unité produite devient le paramètre fondamental de la compétitivité internationale de chaque régime d'accumulation national. Tout pays cherchant à sauvegarder sa croissance fordiste voit sa balance commerciale doublement attaquée : du côté des prix (hors dévaluation) et du côté des volumes (par le décalage conjoncturel). Inversement, la domination progressive des politiques d'austérité (qui se développe tout au long des années soixante-dix, avec le « retour à Hayek » contre Keynes) équivaut à la pire forme de protectionnisme : la concurrence à coups de bas coûts salariaux, soit par une baisse des revenus réels, soit par une hausse accélérée de la productivité. L'idée est séduisante : ce que l'on perdrait sur le marché intérieur (par compression de la demande), on le regagnerait sur le marché mondial (par conquête de parts de marché). Mais quand tous les pays en font autant, cette forme de « régulation concu-

rentielle internationale » ne peut déboucher que sur une stagnation, voire une récession, générale. L'économétrie [6] semble indiquer que, du point de vue de l'emploi, cette politique est même rarement efficace dans un pays « plus austère » que les autres.

### Une configuration de transition : gestion sociale-démocrate de la crise et fordisme périphérique (1975-1979)

La mécanique dépressive que nous venons d'évoquer ne produisit pas immédiatement tous ses effets. Des gouvernements sociaux-démocrates fidèles au keynésianisme et confiants dans la reprise automatique de la croissance fordiste dominèrent tout d'abord le monde capitaliste industriel. La croissance se poursuivit à crédit, à des taux qui auraient paru tout à fait satisfaisants avant 1914. Locomotive principale de cette survie du fordisme, les États-Unis de J. Carter alimentèrent le monde en monnaie de crédit à validité universellement admise, au prix d'une émission discrétionnaire. Dans le domaine intérieur, malgré ou plutôt grâce à une absence remarquée de gains de productivité, ils parvinrent encore à créer des millions d'emplois (essentiellement tertiaires). L'Europe occidentale et surtout le Japon fournissaient des machines et des biens d'équipements, non seulement aux États-Unis, mais aux pays de l'OPEP, aux pays de l'Est, et aux « Nouveaux Pays Industrialisés » (NPI) du Sud qui adoptaient à leur tour une variante du modèle fordiste.

Ce *fordisme périphérique* [14] était fondé sur l'adoption du modèle d'industrialisation fordiste du point de vue du procès de production immédiat, mais seulement très partiellement (et à la limite pas du tout) du point de vue de la régulation du rapport salarial.

Les liquidités internationales « recyclées » par les banques des pays excédentaires (OPEP et Japon) vers ces NPI leur permettaient d'acheter à crédit des machines dans l'OCDE. Ils espéraient rembourser ces emprunts en vendant leurs produits manufacturés aux pays de l'OCDE et de l'OPEP. Ce qui était « jouable » : les gains de productivité pour ces pays « neufs » étaient très rapides (alors qu'ils avaient considérablement ralenti au Nord), leurs coûts salariaux horaires étaient de 5 à 10 fois plus bas, et enfin, le marché mondial restait en expansion du fait de la gestion sociale-démocrate de la crise.

La rente pétrolière, le laxisme monétaire américain et le recyclage jouaient ainsi le rôle d'un « keynésianisme mondial forcé » !

### Une catastrophe inutile : le choc monétariste (1980-1983)

Les défauts de ce régime étaient évidents. Si le « filet de sécurité » de la régulation monopoliste au Nord empêchait la dépression, il évitait le redéploiement vers de nouvelles normes de production et de consommation. Or la monnaie de crédit internationale était, comme toute monnaie de crédit, fondée sur le pari que le régime d'accumulation allait se remettre en place, ce qui n'était pas le cas du fait de la crise interne de ce régime. La croissance restait médiocre, les gains de productivité continuant leur ralentissement et le capital par tête son accélération. La monnaie américaine était de plus en plus contestée et voyait fondre son pouvoir d'achat international.

L'accession à l'hégémonie de coalitions monétaristes, en Angleterre et aux États-Unis, reflète ce constat d'impuissance. Par la seule force du vide, se sont réimposées les idées du libéralisme : le simple jeu des forces du marché sélectionnera les entreprises mettant en oeuvre des procédés d'avenir, éliminera les scories du passé, reconstituera la compatibilité des comportements.

Coupant dans les dépenses de l'État-providence et bloquant la pseudo-validation des valeurs en procès fondées sur le régime d'accumulation fordiste (en coupant l'émission de monnaie de crédit), ces deux coalitions effacent en quelques mois la croissance des cinq années précédentes dans leur propre pays. Ce faisant, ils déclenchent une réaction en chaîne assez complexe. Non seulement, par le mécanisme « austérité-internationalisation », ils condamnent tous les autres pays à abandonner la gestion sociale-démocrate de la crise (y compris la France de F. Mitterrand), mais encore ils assèchent, en faisant disparaître les excédents de l'OPEP, la création de monnaie de crédit internationale. Crédit devenu rare et cher, contraction accélérée de la demande mondiale : le fordisme périphérique se trouve dans l'incapacité de rembourser ses dettes.

En 1982, on est au bord du krach financier mondial. L'administration Reagan rejette alors le monétarisme, ordonne au système bancaire mondial d'accepter un rééchelonnement général de la dette du Tiers monde, et se rallie brutalement dans le domaine budgétaire et monétaire au vieux keynésianisme, dans un style quasiment « kennedyste ». Réductions d'impôts et croissance des dépenses militaires provoquent un déficit gigantesque du Budget, financé à guichet ouvert par la Banque fédérale. Un boom très largement tiré par la consommation des ménages rétablit en un an l'industrie américaine au niveau de 1979. Le déficit extérieur consi-



dérable qui en résulte interrompt la récession dans les pays de l'OCDE avec une reprise tirée par l'exportation au Japon.

Mais l'émission de crédit reste limitée aux besoins de l'administration américaine. La reprise est insuffisante pour reconstituer les excédents de l'OPEP. Les NPI, ruinés (sauf ceux de la sphère japonaise), ne remboursent pas leur dette. Le dollar reste rare et cher à l'extérieur des États-Unis. Le choc monétariste est loin d'être épongé. Quant à ses effets positifs, même aux États-Unis ils restent douteux. La reprise n'exprime pas un nouveau modèle de développement. Certes, l'inflation est considérablement ralentie. Mais la surévaluation du dollar, fondée sur la puissance américaine, comme à la fin des années soixante, peut connaître, comme en 1971, un nouvel effondrement. Et la contraction d'industries traditionnelles comme l'automobile, si elle a permis une forte rationalisation, n'annonce pas de manière évidente la possibilité d'une nouvelle croissance fondée sur les nouvelles technologies.

A la fin de 1984, le « demi-keynésianisme » américain montre ses limites. La reprise s'enlise et les déficits budgétaire et commercial des États-Unis interdisent de nouvelles stimulations de la demande. Les idées recommencent à évoluer, dans deux directions : rétablir la compétitivité américaine (et pouvoir ainsi diminuer les taux d'intérêts) par une baisse du dollar ; éponger la dette du Tiers monde par une nouvelle vague de rééchelonnements et de crédits « frais » : c'est le plan Baker. Mais ce plan confie la mise en oeuvre de cette stratégie aux seules banques privées. Autrement dit, il les incite à accélérer l'antévalidation de l'industrialisation du Tiers monde, tout en leur refusant toute nouvelle pseudo-validation par une quelconque « Banque centrale mondiale ». Contradiction dans les termes ; le plan Baker est voué à l'échec. Le nouveau keynésianisme reste à inventer.

#### IV – Pour conclure

Quel rôle peut encore jouer, pour sortir de la crise, la dite « politique keynésienne » ? La réponse est extrêmement complexe.

Au premier abord, si par politique keynésienne on entend (vulgairement) « relance par la demande globale », alors elle est inadaptée à la crise présente qui n'est tout simplement pas une crise de surproduction, mais, quant au fond, une crise de rentabilité (« crise classique », dirait-on aujourd'hui). En outre, dans le cadre d'un libre échange entre pays menant des politiques économiques diffé-

rentes, la relance volontariste est dangereuse pour la balance commerciale.

Mais inversement, les politiques de « stagnation compétitive » se sont révélées désastreuses pour l'emploi de tous... conformément à l'enseignement keynésien le plus classique. Elles sont en effet l'exact équivalent des dévaluations compétitives condamnées par Keynes dans les années trente. Une « crise keynésienne » inutile se superpose à la « crise classique ». On peut donc concevoir une mission plus restrictive à la politique keynésienne, elle-même conçue dans un sens plus large : veiller à ce que la croissance de la demande finale moins la décroissance du temps de travail moyen égale la hausse potentielle de la productivité. Une telle politique, élargie dans son champ (puisqu'elle englobe le jeu sur le temps de travail) et modeste dans ses ambitions (puisqu'elle ne prétend plus garantir le plein emploi par la seule croissance), mérite encore d'être appelée keynésienne en ce qu'elle souligne le caractère nécessairement politique d'une macro-économie régulatrice. Encore faut-il résoudre le problème du cadre international : soit par un élargissement du cadre de la politique macro-économique à des espaces plus pertinents (« espace social européen », etc.), soit en assurant, par des méthodes protectionnistes adéquates, la possibilité d'écarts de conjoncture systématiques entre zones économiques.

Si, maintenant, on entend par keynésianisme une importance particulière conférée à la monnaie comme validation anticipée d'une production en cours ou même restant à engager, on se heurte, *mutatis mutandis*, aux mêmes doubles difficultés. L'émission massive de monnaie de crédit risque de relancer prioritairement l'inflation. D'autre part, la compétition sur le marché des xéno-dollars entre zones monétaires pour l'équilibrage de leur balance des paiements oblige chaque zone à s'aligner sur le plus haut taux d'intérêt.

Mais inversement, les taux d'intérêts réels sont, au milieu des années quatre-vingt, probablement supérieurs au taux de rendement que l'on peut espérer de l'investissement dans les nouvelles technologies. Il y a donc sous-investissement (faute de liquidités) avec des ressources humaines inemployées... toujours conformément à l'enseignement keynésien classique. Là encore, on peut donc concevoir une mission élargie pour un nouveau keynésianisme : veiller à ce que tous les investissements jugés a priori utiles puissent être financés, fût-ce à crédit. Cela implique une nouvelle « euthanasie des rentiers ». En particulier, il faut décharger les Nouveaux pays industrialisés du poids d'une dette que la stagnation mondiale les empêche de rembourser et que, d'ailleurs, ils aggraveraient (par une bataille commerciale à somme négative) s'ils per-

sistaient à chercher à la rembourser. Cet apurement pourrait être obtenu sans miner le système bancaire mondial, grâce à l'émission de droits de tirage spéciaux par le Fonds monétaire international, fût-ce au prix d'une légère recrudescence de l'inflation mondiale qui vaudra mieux que l'équilibrage inhumain « par en bas » que l'on prétend leur imposer.

Mais, encore une fois, la politique keynésienne ne peut prétendre qu'à enrayer le basculement catastrophiste de la crise. Elle ne peut se substituer à un traitement de fond : au niveau des rapports sociaux, jusqu'au coeur du procès de travail.

## Bibliographie

1. AGLIETTA, M. *Régulation et crises du capitalisme*. Paris : Calmann-Lévy, 1976.
2. AGLIETTA, M., ORLÉAN, A. *La violence de la monnaie*. Paris : PUF, 1982.
3. BETTELHEIM, C. *Calcul économique et formes de propriété*. Paris : Maspero, 1970.
4. BOYER, R. « Origine, originalité et enjeux de la crise actuelle en France : une comparaison avec les années trente », in : *La Crise Économique et sa Gestion*. Montréal : Boréal-Express, 1982.
5. BOYER, R., MISTRAL, J. *Accumulation, inflation, crises*. 2<sup>e</sup> éd. augm. Paris : PUF, 1983.
6. BOYER, R., PETIT, P. « Progrès technique, croissance et emploi : un modèle d'inspiration kaldorienne pour six industries européennes », *Revue économique* (32, 6), nov. 1981.
7. BRUNHOFF, S. de. *Les rapports d'argent*. Grenoble : PUG-Maspero, 1979.
8. CORIAT, B. *L'atelier et le chronomètre*. Paris : Bourgois, 1979.
9. DELORME, R., ANDRÉ, C. *L'État et l'économie*. Paris : Éd. du Seuil, 1983.
10. GLYN, A., LIPIETZ, A., SINGH, A. *Crisis of a Great Boom. Historical Analysis of Postwar Capitalism*. Communication au World Institute for Development Economics Research, Helsinki, 1986.
11. GROU, P. *Monnaie, crise économique*. Grenoble : PUG-Maspero, 1977.
12. LIPIETZ, A. *Crise et inflation : pourquoi ?* Paris : F. Maspero, 1979.
13. LIPIETZ, A. *Le Monde enchanté. De la valeur à l'envol inflationniste*. Paris : La Découverte-Maspero, 1983.
14. LIPIETZ, A. *Mirages et miracles. Problèmes de l'industrialisation dans le Tiers monde*. Paris : La Découverte, 1985.
15. MALINVAUD, E. *The Theory of Employment Reconsidered*. Oxford : Basil Blackwell, 1977.
16. MAZIER, J., BASLÉ, M., VIDAL, J.-F. *Quand les crises durent...* Paris : Economica, 1984.